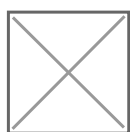


Les Palestiniens et leur leadership : restaurer lâ??OLP

Description

Par Marwa Fatafta le 8 dÃ©cembre 2020

Cet article est extrait dâ??un plus long rapport Â« [Reclaiming the PLO, Re-engaging Youth](#) Â» publiÃ© en aoÃ»t 2020. Merci de vous reporter Ã lâ??introduction de ce rapport pour plus dâ??information sur son contenu et ses contributeurs et Ã lâ??analyse bibliographique pour dâ??autres sources sur le leadership palestinien.



Alors que la pandÃ©mie de COVID-19 continue de causer de grandes souffrances personnelles, la perte de vies humaines et un chaos financier dans le monde entier et quâ??IsraÃ«l reste sur le point dâ??une annexion *de jure* de parties de la Cisjordanie, le peuple palestinien doit transformer la crise en opportunitÃ©. PlutÃ´t que dâ??attendre quâ??IsraÃ«l Ã©trangle lentement lâ??AutoritÃ© palestinienne (AP), Ã©tablie comme organe de gouvernement intÃ©rim pendant les Accords dâ??Oslo, il est plus que temps de sÃ©parer lâ??Organisation de libÃ©ration de la Palestine (OLP) de lâ??AutoritÃ© palestinienne et de travailler Ã restaurer le mandat, la reprÃ©sentativitÃ© et la responsabilisation de lâ??OLP devant le peuple quâ??elle prÃ©tend reprÃ©senter.

Pouvons-nous imaginer un leadership reprÃ©sentatif et responsable qui permette aux Palestiniens de contribuer aux dÃ©cisions politiques qui faÃ§onnent leurs vies, qui leur fournisse des voies dâ??action et qui serve dâ??arÃªne pour lâ??engagement et la participation politiques des Palestiniens ? Peut-Ãªtre, en examinant quelques-uns des problÃ©mes du passÃ©, pouvons-nous envisager un futur alternatif dans lequel une OLP reprÃ©sentative et responsable sera le pivot de la lutte palestinienne pour la libÃ©ration et lâ??auto-dÃ©termination.

Le mythe de la reprÃ©sentation

La principale mission de lâ??OLP comme Â« seul reprÃ©sentant lÃ©gitime Â» du peuple palestinien est de reprÃ©senter tous les Palestiniens au-delÃ de leurs gÃ©ographies fragmentÃ©es et de leurs lignes idÃ©ologiques. Dans ses premiÃ©res annÃ©es, lâ??OLP a Ã©tÃ© le fer de lance du mouvement de libÃ©ration nationale et a rÃ©ussi Ã ramener les factions de la rÃ©sistance palestinienne sous un seul chapeau aprÃªs la dÃ©faite de 1967. Elle a aussi crÃ©Ã© des structures communautaires et des associations dans les camps de rÃ©fugiÃ©s, des organisations communautaires pour la diaspora palestinienne et des institutions majeures de dÃ©veloppement.

Cette approche a permis Ã lâ??OLP de traverser les annÃ©es 1960 Ã 1990 avec plusieurs succÃ©s notables en chemin, dont la rÃ©affirmation des Palestiniens comme peuple reconnu mondialement, avec lâ??OLP comme seul reprÃ©sentant lÃ©gitime. Pourtant la libÃ©ration et lâ??auto-

d'accomplissement n'ont pas été réalisés et il n'y a eu aucune reddition de comptes pour cet échec, que ce soit sous le leadership de feu Yasser Arafat ou celui de Mahmoud Abbas. Au contraire, encore maintenant, la discussion de la crise actuelle du leadership demeure prise en otage dans les questions de personnalité. La question couramment posée est : qu'est-ce qui va arriver après Mahmoud Abbas ? Cela ne reflète pas seulement la nature personnalisée du leadership palestinien, cela retire aussi le système politique palestinien de l'équation.

Depuis les années 1990, la relation entre l'OLP et le peuple palestinien a fluctué entre engagement de masse et déconnexion ; pourtant il n'y a jamais eu un fossé aussi grand qu'aujourd'hui entre le système palestinien et le leadership.

L'objectif originel pour mobiliser les communautés palestiniennes était la lutte pour la libération de la Palestine. De fait, l'article 11 de la [Charte nationale palestinienne](#) (1968) affirmait que les Palestiniens auront trois mottos : l'unité nationale (*wihda wataniyya*), la mobilisation nationale (*ta'awun qawmiyya*), et la libération (*tahreer*). Cette mission a donné à l'OLP une source solide de légitimité et de pouvoir. Cependant, son mandat a été révisé lorsque le Conseil national palestinien (CNP) a officiellement changé sa stratégie politique lors de son meeting de 1988 à Alger, d'une stratégie pour la libération de toute la Palestine à une solution à deux États.

Le changement de stratégie de l'OLP a significativement trois choses. D'abord, en abandonnant la lutte pour la libération de toute la Palestine et en se focalisant sur l'objectif d'un État indépendant, l'OLP a déplacé son poids et sa focalisation politiques de la diaspora palestinienne et des communautés de réfugiés vers la Cisjordanie et Gaza. Cela a commencé à déconnecter le peuple palestinien de ses représentants, ce qui s'est aggravé à cause de l'échec des Accords d'Oslo, signés entre Israël et l'OLP dans les années 1990, et de la création de l'AP.

[Il n'y a jamais eu de mécanismes de reddition de comptes à l'intérieur de l'OLP qui permettraient aux Palestiniens d'être consultés sur les décisions politiques conflictuelles faites en leur nom. Cliquez pour twitter.](#)

Ensuite, le changement dans la mission de l'OLP [ne s'est pas traduit](#) en un changement dans sa structure organisationnelle et décisionnelle, ce qui a provoqué une paralysie et une inefficacité encore plus grandes. Le processus de décision de l'OLP était basé sur un système de quotas, représentant les factions de la résistance palestinienne plutôt que les communautés palestiniennes. Même si le CNP avait alloué des sièges à des intellectuels palestiniens, à des syndicats, à des groupes de femmes, à des étudiants et à d'autres corps organisés et certains sièges étaient indépendants ou étaient détenus par d'autres factions beaucoup d'entre eux étaient affiliés au Fatah qui dominait l'OLP depuis 1968.

Étant donné que le leadership de l'OLP n'était pas élu, la sélection des représentants pour ses divers organes est devenue un exercice de partage de pouvoir plutôt qu'une réflexion sur la composition changeante du système palestinien. Cela explique, en partie, la domination de l'OLP par le Fatah et l'exclusion des mouvements islamiques du Hamas et du Jihad islamique.

L'accord entre 12 factions palestiniennes en 2005, connu sous le nom de [Déclaration du Caire](#), soulignait le besoin de réformer l'OLP, sur la base d'un consensus de toutes les factions

palestiniennes. En fait, c'était une déformation de ce que la forme veut dire : l'accord impliquait de diviser le gâteau entre les factions palestiniennes plutôt que de permettre au peuple palestinien d'élire librement ou de sélectionner leurs représentants. Il supposait aussi que les factions palestiniennes étaient un vecteur pour l'engagement politique aussi pertinent que dans le passé.

Troisièmement, le contrat social initial entre l'OLP et le peuple palestinien était la mobilisation des Palestiniens pour la lutte armée et la libération nationale. Mais le projet étatique a marqué un abandon de cet objectif pour un autre dans lequel un gouvernement devait être au service de certains Palestiniens seulement, en tant que « citoyens ». L'AP fournissait la fondation administrative, organisationnelle et politique à l'origine pour être qu'un intérim sur laquelle le leadership palestinien a cherché à construire le futur état palestinien en Cisjordanie et Gaza le long des frontières de 1967. De plus, l'afflux d'aide étrangère a assuré la place de l'AP comme gouverneur du peuple palestinien en Cisjordanie et à Gaza, et le représentant palestinien *de facto* dans les relations avec Israël et le « processus de paix ». La pertinence de l'OLP pour le mouvement national a ainsi encore diminué et les communautés palestiniennes des camps de réfugiés et de la diaspora ont été de plus en plus marginalisées.

Pour résumer, en dépit du mandat de représentation de l'OLP, renforcé par une reconnaissance internationale en 1974, il n'y a jamais eu de mécanisme de reddition de comptes à l'intérieur de l'OLP qui permette aux Palestiniens d'être consultés sur les décisions politiques conflictuelles faites en leur nom. Comme [Osamah Khalil le dit](#), le CNP et le comité exécutif de l'OLP (CE) pouvaient bien avoir un mandat démocratique sur le papier, par lequel le premier servait de « parlement pour tous les Palestiniens » et le second de son bras exécutif. Mais en réalité, le CE exerce de grands pouvoirs décisionnels, y compris en matière de budget, alors que le CNP fonctionne de fait comme un simple tampon d'approbation pour les décisions du CE.

Un chemin du renouveau ?

A un moment où existe une vacance claire dans le leadership, nous devons nous demander ce qui devrait être fait pour rendre à nouveau sa pertinence à l'OLP. D'abord, et c'est essentiel, l'OLP doit être complètement séparée de l'AP et ensuite, des mécanismes de reddition de comptes doivent être institués et jouer un rôle majeur dans le fonctionnement de l'OLP.

Séparer l'OLP de l'AP est essentiel pour plusieurs raisons. D'une part, dans le gouvernement personnel non-démocratique du chef de l'OLP et président de l'AP, actuel et passé, les institutions de l'OLP et de l'AP sont devenues ses bras tendus, servant à consolider son gouvernement et à implémenter ses décisions. Quand les yeux et l'argent de la communauté internationale se sont tournés vers l'AP après Oslo, l'OLP est devenue en grande partie impuissante.

D'autre part, bien que le projet d'état n'ait pas aussi, beaucoup de Palestiniens le voient encore comme une des voies possibles pour réaliser l'auto-détermination palestinienne. En même temps, un nombre croissant de Palestiniens croient que le projet national doit revenir à celui d'un état démocratique unique dans lequel des comparaisons complètes seraient offertes et tous seraient égaux. Pour l'un ou l'autre de ces résultats, les Palestiniens ont besoin

dâ??engendrer un pouvoir considÃ©rable, plus grand que celui quâ??ils Ã©taient capables de rassembler dans les annÃ©es 1960 et 1970 et cette force ne peut Ãªtre engendrÃ©e sans lâ??OLP.

Cependant, pour Ãªtre efficace, lâ??OLP doit Ãªtre responsable devant le peuple palestinien.

Ce concept vient de lâ??idÃ©e que ceux Ã qui sont confiÃ©s pouvoir et autoritÃ© pour servir leurs Ã©lecteurs doivent rÃ©pondre devant eux de la maniÃ©re dont ils ont utilisÃ© leur autoritÃ© et leurs ressources, quâ??ils aient Ã©tÃ© Ã©lus ou nommÃ©s. Cela signifie aussi que les Ã©lecteurs ont le droit dâ??avoir accÃ©s Ã leur travail et Ã leurs dÃ©cisions et Ã les mettre en question, et quâ??ils soient capables dâ??exprimer leur approbation ou leur dissentiment.

Il y a [trois Ã©lÃ©ments dÃ©cisifs](#) pour que la mesure de cette reddition de comptes soit effective : *la transparence* (rendre les dÃ©cisions, les plans et les ressources ouverts au public); *lâ??obligation de sâ??expliquer* (les leaders reprÃ©sentatifs doivent fournir des justifications de leurs dÃ©cisions Ã leur peuple); et *le caractÃ©re exÃ©cutoire* (il y a une forme de Â« punition Â» quand les reprÃ©sentants Ã©chouent, comme de ne pas Ãªtre rÃ©Ã©lus ou dâ??Ãªtre poursuivis par des institutions internes indÃ©pendantes). ImplÃ©menter ces Ã©lÃ©ments exige une rÃ©organisation dÃ©mocratique du mandat, des institutions et du *modus operandi* de lâ??OLP.

Pour garantir leur fonctionnement propre, il faut non seulement que le comitÃ© exÃ©cutif de lâ??OLP rende des comptes devant le CNP et soit examinÃ© par lui, comme câ??est maintenant le cas sur le papier, mais pas en pratique, mais que les deux rendent des comptes Ã des organismes indÃ©pendants pour sâ??assurer quâ??ils remplissent leur mandat, nâ??abusent pas de leur pouvoir et sâ??abstiennent de favoritisme et de corruption. Il faut accorder beaucoup de rÃ©flexion Ã la maniÃ©re de constituer ces organismes indÃ©pendants. Une approche pourrait Ãªtre dâ??inviter un panel dâ??avocats et de juges palestiniens respectÃ©s de toute la Palestine et de la diaspora pour les constituer.

[Les Palestiniens ont besoin dâ??engendrer un pouvoir considÃ©rable, plus grand que celui quâ??ils Ã©taient capables de rassembler dans les annÃ©es 1960 et 1970 et cette force ne peut Ãªtre engendrÃ©e sans lâ??OLP. Cliquez pour twitter.](#)

Une autre dimension importante de la responsabilisation est le lien entre le peuple et lâ??autoritÃ© qui le reprÃ©sente. Au lieu de privilÃ©gier les douze factions palestiniennes, la porte doit Ãªtre ouverte Ã tous les Palestiniens pour reprÃ©senter leur peuple sâ??ils sont Ã©lus, ou choisis pour le faire, librement et impartialement. Ceci pose un dÃ©fi majeur, mais qui nâ??est pas insurmontable. Des efforts ont Ã©tÃ© faits pour [tenir des Ã©lections directes](#), dâ??oÃ¹ il est possible de tirer des leÃ§ons. De plus les leaders palestiniens pourraient, par exemple, investir dans la recrÃ©ation de centres communautaires qui servent de lieux Ã des auditions et Ã des consultations publiques pour les Palestiniens vivant dans diffÃ©rents endroits du monde.

Les ambassades et les bureaux de reprÃ©sentation palestiniens sont souvent nÃ©gligÃ©s de ce point de vue. Le statut international de lâ??OLP est encore solide et sâ??est renforcÃ© depuis la reconnaissance de la Palestine par les Nations Unies comme Ã©tat observateur non membre en 2012. Les ambassades pourraient contribuer Ã reconstruire le sentiment dâ??appartenance des communautÃ©s palestiniennes partout oÃ¹ elles ont des bureaux, par exemple, en organisant des auditions publiques pour que les Palestiniens de la diaspora sâ??impliquent dans les dÃ©veloppements politiques et examinent comment le leadership leur rÃ©pond. Dans de nombreux

cas, cependant, ils devront peut-être travailler dur pour atteindre d'autres personnes que les membres de la communauté étroitement liés au Fatah et au leadership de l'AP.

La sphère politique palestinienne a toujours été unique par sa situation. Mais c'est précisément ce caractère unique qui nous pousse à remettre en question le leadership, la représentation et la responsabilisation. De fait, c'est ce caractère unique qui requiert de l'imagination et de l'adaptabilité, particulièrement face à une occupation militaire féroce et à un régime discriminatoire qui dénie aux réfugiés leur droit au retour et aux citoyens palestiniens d'Israël leur droit à l'égalité à un régime dont l'intérêt est de maintenir les Palestiniens, tant le peuple que le leadership, fragmentés et divisés.

Néanmoins, l'histoire contemporaine du peuple palestinien contient de nombreux [exemples de succès](#) dans l'organisation politique et la mobilisation de masse, comme le soulèvement palestinien contre le mandat britannique en 1936-39, les premières années de l'OLP elle-même et la Première Intifada. Ces exemples et d'autres expériences peuvent servir de rappel de la capacité du peuple palestinien à façonner son propre avenir et de boussole à son action.

[Marwa Fatafta](#) est une écrivaine, chercheuse et analyste politique palestinienne, basée à Berlin. Elle dirige le travail d'Access Now sur les droits électroniques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en tant que directrice de programme pour le MENA. Elle est aussi membre du conseil consultatif de l'organisation palestinienne sur les droits électroniques Tamleh. Auparavant, elle a travaillé comme conseillère régionale pour le MENA pour le secrétariat de Transparency International. Marwa a été boursière Fulbright aux États-Unis et a obtenu un Master en relations internationales de la Maxwell School of Citizenship and Public Affairs, à l'université de Syracuse. Elle a obtenu un deuxième Master en développement et gouvernance de l'université de Duisburg-Essen.

Source : [Al-Shabaka](#)

Traduction CG pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. 8 décembre
2. Israël
3. Marwa Fatafta
4. OLP
5. Palestine
6. palestinien

date créée
2020/12/16